



DOUBLE BINGO
Lavage, esthétique
et protection de véhicules
Pour toute information, veuillez contacter
(+ 228) 92 85 85 02 / 79 84 02 02
Promotion de 20% sur tous
nos tarifs du 1er au 31 Mars 2024

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Entreprise

Le Club Med annonce des résultats record en 2023

Le groupe Club Med a annoncé vendredi des « résultats record » en 2023, fruits de sa stratégie de montée en gamme. Sa marge opérationnelle s'est ainsi établie à ... • (Page 08)

Voiture électrique Honda et Nissan envisagent un « partenariat stratégique »

Afin de protéger la vie privée des clients, Airbnb va interdire les caméras de surveillance dans les pièces ... • (Page 08)

Togo / Premier séminaire gouvernemental de l'année • (Page 03)

Des réponses durables aux besoins des populations



Start-up

À Kara, Tilitu Lab outille les entrepreneurs

Ministère de la Promotion de l'Investissement
Réflexion, engagement et mobilisation en faveur de l'égalité des sexes

Le Ministère de la Promotion de l'Investissement (MPI) a marqué en différé la 47^e Journée Internationale des Droits ... • (Page 02)

Mon premier Montreux Castel bier
Castings pour dénicher des talents de l'humour au Togo

Les castings du festival Mon premier Montreux de Castel Beer s'est tenu le 13 mars 2024 à l'Institut français de Lomé, pour la découverte ... • (Pages 04)

Banque
Coris Bank International acquiert le capverdien BCA
Après un processus d'appel à candidature rigoureux, Coris Bank International a été sélectionné pour acquérir la ... • (Page 06)

Projet ARPEJ
Clôture des activités de la phase 1

Le projet ARPEJ (Approche Régionale pour la Protection de l'Enfance et la Jeunesse), porté par SOS Villages d'Enfants France et financé par l'Agence ... • (Page 11)




PROFITEZ À FOND
LA FIBRE CANALBOX
LA CONNEXION ILLIMITÉE À PARTAGER
DANS TOUTE LA MAISON
8866 www.canalbox.tg
COST DE L'APPEL : 20 FCF.
CANALBOX
PRENEZ LE MONDE DE VITESSE

Ministère de la Promotion de l'Investissement

Réflexion, engagement et mobilisation en faveur de l'égalité des sexes

Le Ministère de la Promotion de l'Investissement (MPI) a marqué en différé la 47^e Journée Internationale des Droits de la Femme (JIF) par un événement empreint de réflexion, d'engagement et de mobilisation en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.

• Hélène Martelot

L'événement, qui a réuni un public varié composé de directeurs généraux, de directeurs et chefs de services et d'experts du genre, s'est tenu dans un esprit de dialogue et d'échange fructueux. Placée sous la coordination de Mme Sika Sodatonou, point focal genre du MPI, représentant la présidente de la Cellule focale genre du ministère, cet atelier a été animé par Mme Ahouefa Essi Assinou Dovo, chargée des affaires de droits de l'homme à WANEP Togo, en tant que formatrice principale. Le discours d'ouverture des travaux a été prononcé par le directeur de l'Agence



de Promotion des Investissements et de la Zone Franche (API-ZF), Sikpa Atsouvi Yawo, représentant Mme le ministre de la promotion de l'investissement. Il a souligné l'importance de cet événement et l'engagement du ministère en faveur de l'égalité des sexes. Au terme de la cérémonie d'ouverture, les travaux de cette journée

ont débuté par la présentation suivie de débat sur le thème : « Investir en faveur des femmes : renforcer l'inclusion financière », mettant en lumière les défis et les opportunités pour améliorer l'accès des femmes aux ressources financières. Ensuite, une autre présentation suivie de débat a porté sur le thème : « Renforcer la représentation des femmes dans la vie publique et politique », abordant les moyens de favoriser une participation active et équilibrée des femmes dans les instances décisionnelles. L'événement s'est conclu par le partage d'expériences de certaines femmes participantes, mettant en avant leurs réussites, leurs défis et leurs aspirations pour un avenir plus inclusif et égalitaire. Cette célébration en différé a été l'occasion de renouveler l'engagement du Ministère de la Promotion de l'Investissement en faveur de l'égalité des sexes, de la promotion des droits des femmes et de la construction d'une société plus inclusive et équitable pour tous.



Image du jour



Une marche sportive à travers les artères de la ville de Lomé a rassemblé ce 16.3.24 personnel et partenaires de l'OTR, à l'initiative de l'Association des Femmes de l'OTR toujours dans la veine de la célébration du 8 mars édition 2024.

AUX DÉCIDEURS ...

Câbles sous-marins et Internet

De grandes parties de l'Afrique occidentale et centrale, ainsi que certains pays du sud du continent, se sont retrouvés privés de services Internet le 14 mars en raison de pannes sur quatre des câbles à fibres optiques qui passent sous les océans de la planète. Le Nigeria, la Côte d'Ivoire, le Libéria, le Ghana, le Burkina Faso et l'Afrique du Sud ont été parmi les plus touchés. Le 15 mars à midi, le problème n'était pas résolu. Microsoft a prévenu ses clients qu'il y avait un retard dans la réparation des câbles. Le journal sud-africain News24 a rapporté que, même si la cause des dégâts n'avait pas été confirmée, il semblerait que « les câbles se soient rompus dans les eaux peu profondes près de la Côte d'Ivoire, où les bateaux de pêche sont susceptibles d'opérer ».

Jess Auerbach Jahajeeah, professeur agrégé à la Graduate School of Business de l'Université du Cap, écrit actuellement un livre sur les câbles à fibre optique et la connectivité numérique. Elle a passé du temps fin 2023 à bord du navire dont l'équipage est chargé d'entretenir l'essentiel du réseau sous-marin africain. Elle a parlé à The Conversation Africa de l'importance de ces câbles.

Les câbles à fibres optiques encerclent désormais littéralement l'Afrique, même si certaines parties du continent sont bien mieux connectées que d'autres. En effet, les organisations publiques et privées ont réalisé des investissements majeurs au cours des dix dernières années.

D'après une carte interactive des câbles à fibres optiques, il apparaît clairement que l'Afrique du Sud est dans une position relativement bonne. Lorsque les pannes se sont produites, le réseau a été affecté pendant quelques heures avant que le trafic Internet ne soit redirigé ; un processus technique qui dépend à la fois de l'existence d'itinéraires alternatifs disponibles et d'accords d'entreprise en place pour permettre le réacheminement. C'est la même chose que conduire avec un outil comme Google Maps. S'il y a un accident sur la route, il trouve un autre moyen de vous amener à destination.

Mais dans plusieurs pays africains – dont la Sierra Leone et le Libéria – la plupart des câbles n'ont pas d'embranchement (l'équivalent de bretelles de sortie sur la route), de sorte qu'un seul câble à fibre optique entre réellement dans le pays. Le trafic Internet en provenance de ces pays s'arrête pratiquement lorsque le câble se rompt.

Naturellement, cela a d'énormes implications sur tous les aspects de la vie, des affaires et même de la politique. Même si certaines communications peuvent être redirigées via des satellites, le trafic par satellite ne représente qu'environ 1 % des transmissions numériques dans le monde. Même avec des interventions telles que le service de distribution Internet par satellite Starlink, cela reste beaucoup plus lent et beaucoup plus coûteux que la connexion fournie par des câbles sous-marins. Fondamentalement, tout Internet pour les gens ordinaires repose sur des câbles à fibres optiques. Même les pays enclavés dépendent du réseau, car ils ont des accords avec des pays dotés de stations d'atterrissage – des bâtiments hautement sécurisés proches de l'océan où le câble provient du sous-sol et est branché sur des systèmes terrestres. Par exemple, l'Internet en Afrique australe passe en grande partie par des connexions à Melkbosstrand, juste à l'extérieur du Cap, et à Mtunzini, dans le nord du KwaZulu-Natal, toutes deux en Afrique du Sud. Ensuite, il est acheminé par voie terrestre vers divers voisins.

Chaque câble à fibre optique est extrêmement coûteux à construire et à entretenir. En fonction des spécifications techniques (les câbles peuvent avoir plus ou moins de fils de fibre et permettre différentes vitesses pour le trafic numérique), des accords juridiques complexes sont en place pour déterminer qui est responsable de quels aspects de la maintenance.

Midas Tigossou

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Togo / Premier séminaire gouvernemental de l'année

Des réponses durables aux besoins des populations

Le Président de la République Togolaise, Faure Essozimna Gnassingbé, a présidé le premier séminaire gouvernemental de l'année, à Aného les 15 et 16 mars 2024. Cette rencontre stratégique a été marquée par un appel vibrant à l'action pour accélérer la réalisation des objectifs inscrits dans la Feuille de route gouvernementale Togo 2025.

• Joël Yanlo

Dans son discours inaugural, le Chef de l'État a souligné l'impératif d'activer les leviers de progression dans tous les secteurs afin d'atteindre les jalons de cette feuille de route ambitieuse. Celle-ci vise à mieux répondre aux attentes des citoyens togolais et à hisser le pays vers un développement inclusif et durable. Les membres du gouvernement ont consacré ces deux jours à examiner en profondeur les projets, programmes et réformes prioritaires en cours. Une attention particulière a été portée aux secteurs cruciaux tels que l'agriculture, l'accès à l'eau, les soins de santé universels et l'éducation. Un des points majeurs de discussion a été les nouveaux modes d'intervention de l'État, notamment l'Agence de Transformation Agricole, une initiative présidentielle lancée en 2023. Cette agence vise à moderniser le secteur agricole, réduire la pénibilité du travail, promouvoir la mécanisation et l'irrigation,

tout en augmentant la productivité et les revenus des agriculteurs. Malgré les défis sécuritaires régionaux et les fluctuations économiques mondiales, les ministères ont exprimé leur détermination à réaliser les objectifs fixés pour 2025. Cette démarche collective souligne l'engagement du gouvernement envers le bien-être et le progrès de tous les Togolais. Le Président Gnassingbé a souligné l'importance de maintenir un lien étroit entre les politiques publiques et les besoins réels de la population. Cette approche centrée sur les citoyens demeure la pierre angulaire d'une gouvernance efficace et responsable. Pour rappel, La Feuille de route gouvernementale repose sur une vision ambitieuse : "Un Togo en paix, une nation moderne, avec une croissance économique inclusive et durable". Ce cadre stratégique comprend trois axes principaux, comprenant 42 projets et 10 réformes, qui ont déjà généré des résultats positifs depuis son lancement en octobre 2020. Ensemble, le Togo avance résolument vers un avenir prometteur, animé par la détermination et la vision éclairée de ses dirigeants.



« Accélérer la mise en œuvre de la feuille de route 2025 : le nécessaire lien entre la vision présidentielle, l'action gouvernementale et le quotidien des Togolais »



- Relever les principales réalisations accomplies à ce stade, et les succès notables par secteurs ;
- Analyser les défis et obstacles rencontrés dans la mise en œuvre de la feuille de route ;
- Partager les bonnes pratiques relevées sur certains projets et des suggestions pour la mitigation des contraintes rencontrées par d'autres projets de la feuille de route ;
- Proposer des approches de solutions ou des ajustements pour surmonter les obstacles restants.

6. Des secteurs prioritaires à l'instar de l'agriculture, de l'accès à l'eau, de l'accès universel de soins de santé et de l'éducation ont fait l'objet d'une attention particulière.

7. Les échanges ont également porté sur les nouveaux modes d'intervention de l'État dans le secteur de l'agriculture, avec les leçons tirées de la première année d'activité de l'agence de transformation agricole.

8. Cette initiative du chef de l'État, mise en place en 2023, vise à transformer l'approche de développement du secteur agricole pour réduire la pénibilité, promouvoir la mécanisation et l'irrigation, augmenter la productivité et améliorer les revenus des producteurs.

9. Les premiers résultats et leçons tirées permettront progressivement un passage à l'échelle afin d'améliorer le revenu des producteurs agricoles.

10. Dans le même ordre d'idées, les réflexions ont porté sur les défis liés à l'exécution et à la pérennisation des projets d'infrastructures.

11. Des orientations ont été retenues avec l'objectif essentiel d'apporter des réponses durables aux besoins des populations en termes d'infrastructures.

12. Outre le bilan de la feuille de route, le gouvernement réuni en séminaire a examiné l'actualité et son influence sur le rythme d'exécution des projets.

13. La conjoncture économique régionale et mondiale, ainsi que les crises sécuritaires et politiques de la sous-région, notamment avec la persistance de la menace terroriste sont autant de facteurs dont l'influence continue d'être ressentie par notre pays.

14. En dépit de ce contexte et de ses incidences, la priorité restera accordée à l'atteinte des objectifs assignés aux différents départements dans une démarche collective intégrée.

15. Pour finir, le chef de l'État a réitéré ses remerciements aux autorités locales et aux populations de la préfecture des Lacs pour l'accueil chaleureux à l'équipe gouvernementale durant ces deux jours.

16. À l'endroit du gouvernement, il a insisté sur l'importance du lien entre les politiques publiques et le vécu des populations, qui doit rester l'indicateur de référence d'une gouvernance au service de nos compatriotes.

1. Le Président de la République, Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé, a présidé le premier séminaire gouvernemental de l'année 2024, ouvert ce vendredi 15 mars 2024 à Aného.

2. Le fil conducteur de ce séminaire gouvernemental est Accélérer la mise en œuvre de la feuille de route 2025 : le nécessaire lien entre la vision présidentielle, l'action gouvernementale et le quotidien des Togolais.

3. En effet, dans son adresse introductive, le chef de l'État a rappelé la nécessité d'actionner, dans tous les secteurs, les leviers d'accélération des différents projets pour atteindre les objectifs de la feuille de route en général et surtout pour s'assurer d'apporter des réponses concrètes aux attentes de nos compatriotes et d'avoir un impact réel sur le bien-être des populations.

4. Durant deux jours, plusieurs présentations et exposés ont permis à l'équipe gouvernementale, accompagnée par des experts, de faire un bilan des réalisations de la feuille de route 2020 – 2025.

5. De façon spécifique, les travaux du séminaire gouvernemental ont consisté à :

- Examiner les projets/programmes/réformes prioritaires en cours ;

Fait à Aného, le 16 mars 2024



f X @presidencetg
www.presidence.gouv.tg

Start-up

À Kara, Tilitu Lab outille les entrepreneurs

L'incubateur de startups pour les jeunes, Tilitu Lab, basé à Kara, a célébré le 11 mars 2024 la Journée Internationale des Startups. Pour l'occasion, l'incubateur a accueilli des entrepreneurs pour des échanges enrichissants sur le thème "Comment bâtir une startup résiliente et compétitive".

● Plaki Simliwa

Les entrepreneurs ont été outillés sur des éléments tels que la mentalité forte et un leadership solide, une bonne équipe de travail, la culture de l'apprentissage par l'échec, un modèle économique souple et l'innovation. Ils ont appris les avantages de la culture de la résilience comme la maîtrise des risques, l'adaptation rapide aux changements de l'environnement, et la construction d'une entreprise plus forte à long terme. Georges EGBARE, le coordonnateur de Tilitu Lab explique « nous avons célébré aujourd'hui cette journée mondiale des startups. Pour l'occasion, nous avons échangé avec les entrepreneurs de Kara que Tilitu Lab accompagne sur le thème : « Comment bâtir une startup résiliente et compétitive ». Il a été question de relever les éléments clés qui permettent à une entreprise de demeurer résiliente face aux risques sociaux et aux chocs rencontrés par certaines entreprises. Pour être résilient, il faut également développer une mentalité forte, un leadership solide, et bâtir une bonne équipe



de travail, ainsi que disposer d'une base de partenaires techniques et financiers. Le constat que Tilitu Lab a fait, au regard de son expérience, est que les chefs d'entreprise manquent parfois de mentalité forte et sont confrontés à des problèmes financiers qui les démotivent. « Nous avons appris beaucoup de choses sur la gestion de notre entreprise, de nos clients, ainsi que les meilleures façons de faire face aux difficultés que nous rencontrons. On nous a parlé de comment avoir une mentalité forte face aux problèmes que nous rencontrons. Je pense que ces conseils m'aideront beaucoup dans ma startup » exprime N'gamazoué Eshohanam, maîtresse tapissière Nassiba Pilisséwé, directeur de l'entreprise pagnes africains, a partagé ses perspectives sur la résilience des star-

tups « j'ai compris que la résilience consiste à savoir faire face aux difficultés pour éviter la ruine de l'entreprise. Il faut donc avoir des idées innovantes pour maintenir le cap quelles que soient les obstacles. Souvent, mon entreprise fait face à des problèmes de personnel et aussi des problèmes financiers, mais aujourd'hui, nous avons acquis des outils pour rester résilients face à ces défis. » Il convient de souligner que Tilitu Lab joue un rôle crucial dans l'accompagnement des jeunes entrepreneurs en favorisant le développement inclusif par l'entrepreneuriat de croissance, contribuant ainsi à la création d'emplois et à la redistribution de la richesse.

Togo

Le FAIEJ conclut un nouveau partenariat pour mieux impacter les jeunes entrepreneurs

Au Togo, le Fonds d'Appui aux Initiatives Économiques des Jeunes (FAIEJ) conclut un partenariat avec deux réseaux de jeunes entrepreneurs.

Le lundi 11 mars 2024, l'agence a ainsi signé une convention de partenariat stratégique avec les Jeunes Entrepreneurs Unis pour une Nation Émergente (J.E.U.N.E Togo) et le Réseau Togolais pour la Promotion de l'Entrepreneuriat (RTPE), pour étendre son action dans l'écosystème entrepreneurial togolais. Cette entente devrait notamment permettre un accès facilité au financement, des opportunités de formation

en gouvernance d'entreprise et un accompagnement technique de qualité. D'une durée de deux ans, la convention vise ainsi à promouvoir l'entrepreneuriat, à améliorer l'accès au financement pour les entrepreneurs émergents et à renforcer les capacités en gouvernance d'entreprise, selon les précisions du Fonds. À terme, il s'agit de contribuer à un environnement favorable où les jeunes entrepreneurs peuvent prospérer

d'avantage et contribuer de manière significative à la croissance économique du Togo. Pour rappel, lancé en octobre 2012, le FAIEJ agit depuis plus de 12 ans à la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes au Togo. L'année dernière, en 2023, le Fonds, dirigé par Sahouda Gbadamassi-Mivedor, revendique avoir mobilisé 2,68 milliards FCFA au profit de 1852 nouveaux projets de jeunes.

Avec Togo First

Mon premier Montreux Castel bér

Castings pour dénicher des talents de l'humour au Togo

Les castings du festival Mon premier Montreux de Castel Beer s'est tenu le 13 mars 2024 à l'Institut français de Lomé, pour la découverte de nouveaux talents de l'humour africain.

● Junior Aredola

Clément Michels, organisateur du festival « Mon premier Montreux Castel bér » explique que ce casting est l'occasion de découvrir les coulisses de cet événement majeur dans le monde de l'humour en Afrique francophone. Mr Michels a exprimé sa satisfaction quant au nombre et à la qualité des candidats lors des castings, soulignant que cela témoigne du talent présent sur la scène humoristique togolaise. Il a expliqué que le festival vise à découvrir de nouveaux talents de l'humour africain, avec à la clé une opportunité unique de se produire au prestigieux Montreux Comedy Festival en Suisse. Les prochaines étapes du festival incluent des castings à Abidjan et à Pointe-Noire, suivis d'une demi-finale à Abidjan et d'une finale à Kinshasa, où le grand gagnant sera sélectionné. Interrogé sur le nombre de candidats togolais qui seront choisis, Mr Michels a souligné que la sélection se fera en fonction du talent des candidats, sans quotas fixés. Il a également

mis en lumière l'importance du Montreux Comedy Festival, qui offre une vitrine exceptionnelle aux humoristes francophones émergents. En conclusion, Mr Michels encourage les jeunes talents togolais à croire en leurs rêves et à travailler dur, soulignant que l'humour est dé-

sormais un véritable métier avec de nombreuses opportunités professionnelles. Clément Michels et son équipe s'engagent à soutenir et promouvoir les talents de l'humour africain, tout en offrant une perspective unique aux jeunes humoristes togolais de se faire connaître à l'échelle internationale.



Togo

De nouvelles opportunités financières pour les entreprises

La Société financière internationale (SFI) veut davantage accompagner les entreprises locales à travers son programme d'appui aux « champions nationaux ».

● Midas Tigossou

Cette ambition a été dévoilée mercredi 13 mars au premier ministre, Victoire Tomégah-Dogbé à la faveur d'une audience accordée au directeur régional de la Société financière internationale (SFI) pour l'Afrique de l'ouest, Olivier Buyoya. « La cheffe du gouvernement nous avait interpellés il y a quelques mois, sur la nécessité et l'urgence pour nos institutions qui appuient le secteur privé d'avoir un accent particulier sur le secteur privé domestique. Nous sommes venus lui dire aujourd'hui que nous avons répondu à l'appel



en mettant en place un programme d'appui aux champions nationaux », a indiqué le responsable. Concrètement, le programme permettra de financer les projets des entreprises togolaises qui se sont démarquées pour créer et maintenir des emplois. «

Nous en avons identifié une soixantaine et les dossiers sont en cours de traitement pour 7 à 8 entreprises pour un montant total de 170 millions de dollars et nous espérons accélérer », a expliqué Olivier Buyoya. Dans cette dynamique, Lomé a été choisie par la SFI pour abriter une rencontre régionale qui réunira les entreprises des pays voisins. Pour rappel, la SFI, branche de la Banque Mondiale dédiée au secteur privé, a ouvert ses bureaux au Togo depuis 2019. L'institution gère au Togo, un portefeuille de 450 millions FCFA, destiné au financement des PME/PMI.

Source : FMI, World economic outlook ; dernières données disponibles ; (e) estimations ; OMC, Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

Principaux pays partenaires du Togo

Principaux clients (% des exportations)	2020	Principaux fournisseurs (% des importations)	2020
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3
Mali	13,0	France	8,6
Bénin	10,0	Inde	7,5
Niger	8,5	Ghana	5,6
Ghana	8,1	Japon	4,3
Inde	7,5	Nigeria	3,6
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5

Indicateurs	2016	2017	2018	2019	2020
Solde courant externe (en % du PIB)	-3,3 %	-5,9 %	-1,1 %	-1,7 %	FMI
Réserve de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services)	5,8	5,3	4,5	4,5	FMI

Indicateurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (en % du PIB)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1

Profil commercial

Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.093	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

**BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT
DEPARTEMENT DES SERVICES GENERAUX ET DES ACHATS****DIVISION DES ACHATS INSTITUTIONNELS**E-mail : tender@afdb.org**AVIS D'APPEL D'OFFRES****ACQUISITION DE VEHICULES DE TYPE LAND CRUISER POUR LES BUREAUX
EXTERIEURS DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE****Appel d'Offres (AO) N°: ADB/RFQ/TCGS/2024/0036**

1. La Banque Africaine de Développement (Banque) invite, par le présent Appel d'offres, les soumissionnaires éligibles à soumettre leurs offres, ***pour l'Acquisition de véhicules de type Land cruiser pour les Bureaux extérieurs de la Banque Africaine de Développement en Afrique.***
2. Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires en adressant une demande à l'adresse e-mail suivante : tender@afdb.org.
3. Les documents du Dossier d'Appel d'Offres (DAO) pourront être téléchargés sur le site web de la Banque, à l'adresse URL suivante : <http://www.afdb.org/en/about-us/corporateprocurement/>
4. Les entreprises éligibles sont invitées à soumettre leur offre en **Français ou en Anglais** au plus tard **le 29 mars 2024 avant 12h00 GMT (heure locale Abidjan)** en mentionnant clairement la **référence de l'Appel d'offres en caractères gras**, de façon bien lisible dans la soumission de l'offre

Adresse de soumission des offres : (voir dossier)**Appel d'Offres N°: [ADB/RFQ/TCGS/2024/0036](#).****Objet : ACQUISITION DE VEHICULES DE TYPE LANDCRUISER POUR LES BUREAUX
EXTERIEURS DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE.****Date limite fixée pour la soumission des offres : [29 mars 2024 à 12h00 GMT \(Heure locale Abidjan\)](#) « A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »**

1. Les offres doivent être valides durant une période de 90 jours minimum suivant la date limite de dépôt des offres.
2. Toute offre soumise en retard et à une autre adresse que celle indiquée dans le dossier sera rejetée

Banque

Coris Bank International acquiert le capverdien BCA

Après un processus d'appel à candidature rigoureux, Coris Bank International a été sélectionné pour acquérir la participation majoritaire de l'État du Portugal dans la BCA, la première banque du Cap-Vert. Une décision approuvée par le conseil des ministres portugais le 14 mars 2024.

● Wilson Lawson

La résolution sélectionnant la proposition d'acquisition d'actions représentant 59,81% du capital social de la société Banco Comercial do Atlântico, S.A. présentée par Coris Holding, S.A. a été approuvée, approuvant le projet d'accord de vente directe", lit-on dans la déclaration du Conseil des ministres. CGD a cependant informé les marchés de la décision du gouvernement et a déclaré que la participation dans BCA « sera vendue au prix global de 7.774,91 millions d'escudos cap-verdiens, soit environ 70,511 millions d'euros (compte tenu du taux de change EUR/CVE de 110.265) », lit-on dans le communiqué publié sur le site Internet de la Commission du marché des valeurs mobilières (CMVM). Ces valeurs "sont soumises à des ajustements résultant de la variation des capitaux propres de BCA, respectivement, entre la date de référence établie dans les accords de vente directe et le dernier jour du mois précédant la date respective de sa vente effective", ajoute la banque publique dirigée par Paulo Macedo. Avec cette opération, si le cours global se maintient, CGD devrait encaisser « une plus-value



de l'ordre de 15,795 millions d'euros ». Et quant à l'impact sur le capital de CGD, la cession devrait se traduire par une augmentation de plus de 38 points de base du ratio de solvabilité, résultant de la combinaison de la valeur ajoutée générée et de la diminution des actifs pondérés des risques. Le choix de Coris abandonne ainsi les offres d'IIBGroup Holdings, basée à Bahreïn, et du ghanéen First Atlantic Banque. La participation de la banque publique portugaise dans BCA est divisée en une position directe, 54,41%, et une participation indirecte de 5,4%, via Banco Interatlântico. CGD affirme également que la vente est le résultat de démarches entreprises depuis 2019, « dont les résultats étaient initialement conditionnés par le contexte pandémique », peut-on lire dans le communiqué publié par la CMVM. La banque d'État souligne également que cette opération fait partie

du plan de réorganisation de l'activité internationale de CGD, initié et approuvé en 2017, et qu'« elle n'entraîne pas la sortie de Caixa Geral de Depósitos du marché capverdien », en continuant à maintenir sa présence dans ce pays à travers Banco Interatlântico, « mais contribue à la rationalisation de la structure internationale » du groupe. Le Groupe Coris avait déjà signalé en juin 2023 la signature d'un accord majeur pour l'acquisition des filiales de la Société Générale en Mauritanie et au Tchad. Ces développements récents renforcent davantage la présence et l'influence du Groupe Coris sur le continent africain. Avec sa filiale bancaire, Coris Bank International, implantée dans tous les pays de l'UMOA et en Guinée Conakry, le Groupe Coris couvre désormais 10 pays en Afrique, affichant un Total Bilan impressionnant de 5 637 milliards de F CFA.

Burkina Faso

Les acteurs de la publicité en conclave pour assainir le secteur

Le 13 et le 14 mars 2024, les acteurs du secteur burkinabé de la publicité se sont réunis. Leurs discussions avaient pour objectif d'assainir la pratique du métier, notamment dans la capitale Ouagadougou où ils constatent de plus en plus de violations des textes.

Au Burkina Faso, les acteurs du secteur de la publicité veulent lutter contre les mauvaises pratiques et les violations des textes régissant l'affichage publicitaire. Les 13 et 14 mars, lors d'un atelier organisé à cet effet, les participants ont tenté de lister les manquements observés dans la pratique à Ouagadougou, la capitale. « Vous savez malheureusement parmi nous, il y a des brebis galeuses [...] Aujourd'hui, il est temps pour nous de nous asseoir pour égrener tous les problèmes, mais pas seulement, surtout proposer des solutions pérennes » a déclaré Salif Sanfo, président de



l'association des publicitaires et associés. L'un des principaux problèmes évoqués durant les 2 jours de l'atelier de réflexion est l'existence de nombreuses agences sans accréditation. Parmi les principales solutions annoncées au terme de l'échange, il y

a la création d'un cadre de concertation entre les acteurs locaux de la publicité et la mairie de Ouagadougou pour s'assurer du respect du cadre réglementaire de la publicité dans la ville.

Avec Agence Ecofin

Compagnie aérienne

South African Airways maintenue dans le giron de l'Etat

La privatisation de South African Airways devait ouvrir la voie au plan d'investissement de Takatso Aviation qui prévoyait d'injecter 3 milliards de rands pour étoffer la flotte du transporteur et aider au développement de son réseau.

Alors qu'approchait l'étape de finalisation des accords, le ministre sud-africain des Entreprises publiques, Pravin Gordhan, a annoncé l'annulation du processus de privatisation de South African Airways au bout duquel le consortium Takatso devait racheter 51% des parts. Le gouvernement est persuadé que le transporteur aérien national peut désormais « retrouver son rythme de croisière cette année ou dans les 18 mois à venir ». Les négociations lancées depuis 2021 pour sauver SAA, endettée et en cessation d'activité à l'époque, se sont heurtées à des obstacles dont le refus d'approbation de l'autorité sud-africaine de surveillance de la concurrence. Avant de donner son accord définitif



en juillet 2023, le gendarme de la concurrence en Afrique du Sud exigeait le retrait du consortium des entreprises Syranix et Global Aviation qui sont copropriétaires de la compagnie low-cost sud-africaine Lift. Selon un communiqué du gouvernement sud-africain, l'Etat n'entend plus continuer à renflouer SAA, mais une nouvelle stratégie sera adoptée pour lever

des fonds auprès des institutions financières sur la base des actifs de la compagnie. En plus de ses problèmes de trésorerie, South African Airways qui avait liquidé une bonne partie de ses avions, a actuellement une flotte assez réduite et opte plutôt pour la location d'appareils pour ses plans d'expansion de réseau.

Avec Agence Ecofin

Maroc

La BAD et le FEC renforcent l'attractivité des territoires

La Banque africaine de développement a signé, ce vendredi 15 mars à Rabat, un accord de prêt de 100 millions d'euros avec le Fonds d'équipement communal (FEC) pour financer de nouveaux projets d'investissement et d'infrastructures durables portés par les collectivités territoriales.

● Wilson Lawson

L'objectif de cette opération est de renforcer et de moderniser l'offre de services publics, notamment en milieu rural, et de faire émerger de nouvelles activités économiques et opportunités d'investissement et d'emploi pour contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations locales. « Ce partenariat avec le FEC est une première. Nous en sommes très heureux. À travers l'investissement dans des infrastructures de dernière génération, notre priorité est d'inclure les territoires et de renforcer leur attractivité pour devenir de véritables pôles de développement et de compétitivité. Le plus important est le bénéfice attendu pour les populations locales », s'est réjoui Achraf Hassan Tarsim, le responsable-pays de la Banque africaine de développement pour le Maroc. En soutenant le mouvement de décentralisation engagé par le Maroc, cette facilité contribuera à consolider et à diversifier les capacités de production du pays et à accompagner la dynamique de croissance dans les secteurs clés de l'économie. Sa finalité est de contribuer au renforcement de la compétitivité du pays et de ses territoires, à créer de nou-



velles opportunités d'emploi, y compris pour les jeunes et les femmes, et à générer d'importantes recettes fiscales additionnelles pour l'État. « La conclusion de cet accord de prêt avec la Banque africaine de développement s'inscrit dans la stratégie d'ouverture du FEC sur les financements à l'International. Elle ouvre la voie à de nouvelles opérations bilatérales pour poursuivre, conjointement avec confiance et détermination, le financement du développement des territoires et l'accompagnement de leur dynamique de croissance », a salué Omar Lahlou, gouverneur, directeur général du Fonds d'équipement communal. En phase avec les cinq priorités stratégiques de la Banque, les « High 5 », ce projet répond aux objectifs du Maroc en matière de développement, d'industrialisation et d'amélioration de la qualité de vie des populations. Membre fondateur de la Banque africaine de développement, le Maroc est un des principaux

pays bénéficiaires de l'institution, avec un engagement cumulé de plus de 12 milliards de dollars américains. Ces financements couvrent différents secteurs, dont notamment l'énergie, l'eau, les transports, l'agriculture, le secteur financier ainsi que le développement social.

À propos du FEC

Banque publique dédiée au financement du développement territorial, le FEC est, depuis près de 65 ans, le partenaire technique et financier de référence des collectivités territoriales marocaines. Cet établissement de crédit joue un rôle déterminant dans la mise en œuvre des programmes de développement territorial et veille en permanence à adapter ses interventions aux défis et priorités des territoires, particulièrement en matière de réduction des disparités territoriales et sociales et de renforcement de la résilience des espaces territoriaux face aux effets du changement climatique.

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 15 mars 2024

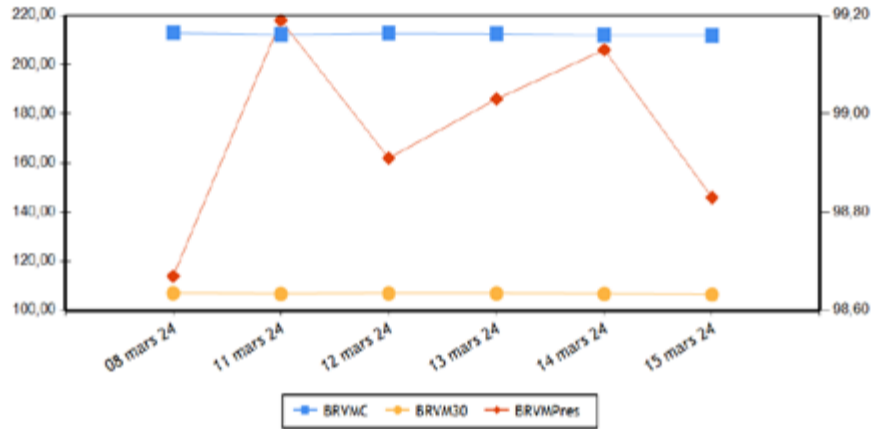
N° 53

BRVM COMPOSITE	211,92
Variation Jour	-0,07 % ↓
Variation annuelle	-1,04 % ↓

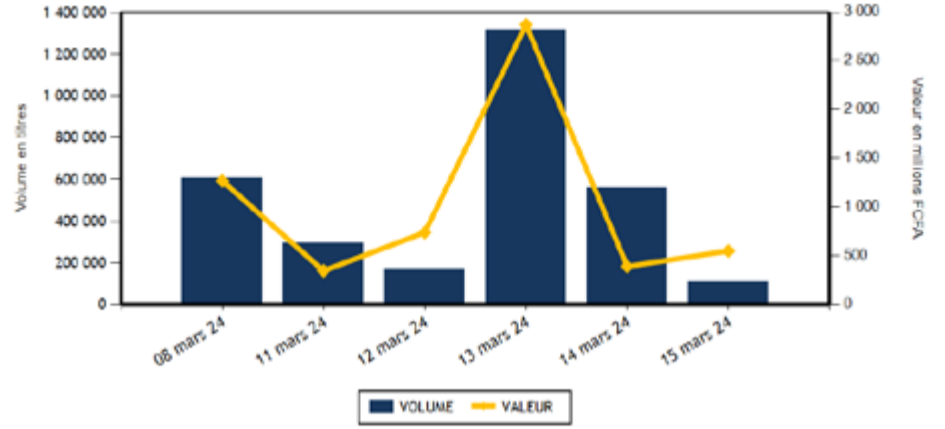
BRVM 30	106,59
Variation Jour	-0,23 % ↓
Variation annuelle	-1,17 % ↓

BRVM PRESTIGE	98,83
Variation Jour	-0,30 % ↓
Variation annuelle	-2,60 % ↓

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 883 806 444 291	-0,07 %
Volume échangé (Actions & Droits)	102 466	-80,85 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	488 713 909	238,64 %
Nombre de titres transigés	40	17,65 %
Nombre de titres en hausse	15	114,29 %
Nombre de titres en baisse	13	-18,75 %
Nombre de titres inchangés	12	9,09 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 364 993 773 078	0,02 %
Volume échangé	6 278	-75,24 %
Valeur transigée (FCFA)	61 359 900	-75,06 %
Nombre de titres transigés	4	33,33 %
Nombre de titres en hausse	2	
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	2	0,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BICI CI (BICC)	7 350	7,38 %	-1,87 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	765	6,99 %	-3,16 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	2 295	6,74 %	-13,07 %
SETAO CI (STAC)	805	6,62 %	-10,56 %
SOGB CI (SOGC)	3 500	3,86 %	7,03 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ONATEL BF (ONTBF)	2 105	-7,47 %	-7,68 %
UNIWAX CI (UNXC)	535	-6,96 %	0,00 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	1 685	-6,39 %	-11,32 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	735	-5,16 %	-12,50 %
SAPH CI (SPHC)	2 260	-3,83 %	-3,83 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	98,83	-0,30 %	-2,60 %	59 953	319 701 730	6,46
BRVM-PRINCIPAL	36	102,92	0,13 %	-1,00 %	42 513	169 012 179	12,55

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	100,95	0,16 %	-0,08 %	15 050	75 088 380	39,67
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	523,25	-0,61 %	-1,55 %	55 758	261 601 775	7,97
BRVM - FINANCES	15	86,52	0,63 %	0,12 %	17 138	112 758 684	6,49
BRVM - TRANSPORT	2	372,73	1,63 %	12,62 %	25	38 125	8,26
BRVM - AGRICULTURE	5	163,42	0,64 %	1,15 %	11 285	35 950 735	7,23
BRVM - DISTRIBUTION	7	298,72	-1,33 %	-8,99 %	3 205	3 272 185	10,58
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	993,28	6,62 %	-10,55 %	5	4 025	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	9,85
Taux de rendement moyen du marché	8,56
Taux de rentabilité moyen du marché	10,02
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	138
Volume moyen annuel par séance	342 132,00
Valeur moyenne annuelle par séance	780 406 306,58

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	2,41
Ratio moyen de satisfaction	12,24
Ratio moyen de tendance	508,40
Ratio moyen de couverture	19,67
Taux de rotation moyen du marché	0,01
Prime de risque du marché	4,40
Nombre de SGI participantes	26

Définitions

- Valeur moyen annuel par séance
- Valeur moyenne annuelle par séance
- Ratio moyen de liquidité
- Ratio moyen de satisfaction
- Ratio moyen de tendance
- Ratio moyen de couverture
- Ratio moyen de couverture

Indicateurs

- Taux moyen de rotation
- PER moyen du marché
- Taux de rendement moyen
- Prime de risque du marché
- Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
- Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
- Moyenne des taux de rotation des actions cotées (Volume transigé/capital flottant)
- Moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
- Moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
- Moyenne des ratios de rentabilité des actions cotées
- 11 / 18 PER moyen du marché / le taux de référence actuel des emprunts d'état

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
Fax : +225 20 37 66 84
E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA

Entreprise

Le Club Med annonce des résultats record en 2023

Le groupe Club Med a annoncé vendredi des « résultats record » en 2023, fruits de sa stratégie de montée en gamme. Sa marge opérationnelle s'est ainsi établie à 9,5%, contre 6,2% en 2019, avant pandémie. « L'année 2024 marque la finalisation réussie de la montée en gamme de notre portefeuille de resorts » s'est félicité son président, Henri Giscard d'Estaing. Et ce, grâce à un nombre de clients qui a augmenté de 16% sur un an.

La page des « Bronzés », les jeux apéro et les bungalows spartiates, est refermée. Voilà des années que le président du Club Med, Henri Giscard d'Estaing, s'est donné comme priorité la montée en gamme de l'opérateur touristique. Elle porte aujourd'hui ses juteux fruits. Le Club Med s'est ainsi félicité, ce vendredi, d'avoir réalisé des « résultats record » en 2023. Son chiffre d'affaires a progressé en 2023 de 17% par rapport à 2022 pour atteindre 1,981 milliard d'euros. C'est la première fois dans son histoire que le groupe flirte avec les 2 milliards. Son résultat net s'est, lui, élevé à 99 millions d'euros, selon un communiqué. Le bénéfice de 2022 n'avait pas été rendu public. La marge opérationnelle du groupe s'est établie à 9,5%, contre 6,2% en 2019, avant pandémie. « L'année 2024 marque la finalisation réussie de la montée en gamme de notre portefeuille de resorts », a déclaré le président du Club Med, Henri Giscard d'Estaing, cité dans le communiqué.

Le nombre de clients a augmenté de 16%

En 2023, le nombre de clients du Club Med a aug-



menté de 16% sur un an pour atteindre 1,5 million, « principalement grâce à la reprise en Asie après les restrictions de voyages causées par la pandémie en 2022 », selon le communiqué. En Asie, le chiffre d'affaires du groupe a progressé de 96% par rapport à 2022. Le nombre de clients est en hausse 50% par rapport à 2022 et dépasse de 5% le niveau pré-pandémie. Les ventes en Europe s'établissent à 1,195 milliard d'euros et progressent de 7% par rapport à 2022 et 11% par rapport à 2019. Le chiffre d'affaires des Amériques (Nord et Sud) s'est élevé à 478 millions d'euros et augmente de 23,5% par rapport à 2022, et 62,7% par rapport à 2019.

La reprise du secteur se poursuit

Comme de nombreux acteurs du tourisme, le Club Med

profite donc de la reprise du secteur qui ne se dément pas depuis la levée de toutes les restrictions, notamment en Asie. « Le tourisme international devrait retrouver complètement les niveaux d'avant la pandémie en 2024 » et même aller un peu au-delà puisque les premières estimations font état de chiffres « en progression de 2% par rapport aux niveaux de 2019 », selon l'agence onusienne, ONU Tourisme. Le tourisme international devrait notamment bénéficier du « redressement dans toute l'Asie », de la facilitation de la délivrance des visas en Chine et de l'augmentation des capacités aériennes, ou encore du visa unifié (type Schengen) mis en place par les pays de coopération du Golfe (Arabie saoudite, Oman, Koweït, Bahreïn, Émirats arabes unis, Qatar). (Avec AFP)

Médias

CMA CGM en négociation exclusive pour acheter Altice Media

Via Whynot Media, la branche média de CMA CGM, propriétaire de La Tribune, l'armateur a annoncé l'acquisition de 100% du capital de Altice Media qui détient notamment BFM-TV.

Coup de tonnerre dans le paysage médiatique. Le groupe CMA CGM, propriétaire de La Tribune, a annoncé ce vendredi avoir signé une promesse d'achat en vue de l'acquisition de 100% du capital de Altice Media qui détient BFM-TV, BFM Business, BFM Régions, BFM Radio, RMC, RMC Story, RMC Découverte, RMC Sport, RMC BFM Play. L'information a été annoncée aux délégués syndicaux d'Altice Média, à 10h30. Cette acquisition serait réalisée conjointement par le Groupe CMA CGM et par Merit France (holding de Rodolphe Saadé), à 80% et 20% respectivement, sur la base d'une valeur d'entreprise d'1,55 milliard d'euros.

CMA CGM augmente son poids au niveau



national et local

« Cette opération permettrait au Groupe CMA CGM de constituer sur le long-terme un Pôle Média de référence avec des contenus d'information, de sport et d'entertainment et dont le projet éditorial, porteur de pluralisme, d'indépendance et d'éthique journalistique, serait tourné vers les grands enjeux de transformation économique, sociétale et territoriale », écrit l'armateur français dans un communiqué. Avec

BFM-TV, la filiale médias de l'armateur franco-libanais confirme son ambition de rester ancrée dans les territoires : la chaîne compte onze déclinaisons régionales. En 2022, le groupe de Rodolphe Saadé a fait l'acquisition de La Provence et Corse Matin. « Cette acquisition permettrait également de renforcer la présence de La Tribune dans la région marseillaise et d'accélérer son développement dans les territoires, dans le respect de son indépendance éditoriale tout en assurant un modèle économique pérenne », explique le communiqué de CMA CGM. Le groupe a aussi acquis une part minoritaire (10%) du groupe M6 et est également devenu actionnaire du média en ligne Brut début avril.

(Avec AFP)

Voiture électrique

Honda et Nissan envisagent un « partenariat stratégique »

Les deux constructeurs japonais, historiquement rivaux, entendent bousculer leur « approche traditionnelle » pour s'imposer face à l'arrivée de « ces marques émergentes » et ainsi se renforcer rapidement dans l'électrique, un marché dont le décollage mondial a pris de vitesse toute l'industrie automobile japonaise. Néanmoins, Nissan a toujours une importante coopération dans l'électrique avec Renault principalement axée sur l'Europe.

C'est un peu comme si Renault et Stellantis se rapprochaient. Rivaux historiques, les deux constructeurs automobiles japonais, Nissan et Honda, vont bel et bien s'associer. Ce vendredi, ils ont, en effet, confirmé envisager un « partenariat stratégique » à l'avenir dans l'électrique et les logiciels. Des énormes défis qu'ils ont en commun et où l'union peut faire la force. « Notre industrie est à un tournant significatif » avec l'arrivée de « nouveaux acteurs » en plus des constructeurs historiques, a, en effet, rappelé le directeur général de Nissan, Makoto Uchida, lors d'une conférence de presse à Tokyo avec son homologue chez Honda, Toshihiro Mibe. Or, « ces marques émergentes, avec des produits innovants et de nouveaux modèles d'activité, percent sur le marché automobile et cherchent à devenir dominantes en capitalisant sur l'écrasante compétitivité de leurs prix et leur vitesse extraordinaire », a-t-il ajouté, dans une allusion à peine voilée aux constructeurs électriques chinois. Et de conclure : « Nous ne pouvons pas gagner cette course en gardant une approche traditionnelle ». Dans un premier temps, les deux groupes vont lancer une étude de faisabilité sur leurs perspectives de collaboration dans les plateformes de logiciels pour l'automobile, des composants



clés pour véhicules électriques et d'autres produits complémentaires, selon un communiqué. Concrètement, ce partenariat pourrait leur permettre de réduire les coûts de production, ont déclaré à Reuters trois sources au fait de la question. Nissan pourrait ainsi faire des économies d'échelle dans la production de véhicules électriques, ce qui permettrait aux constructeurs japonais de mieux affronter la concurrence des constructeurs chinois. Pour Nissan, cette collaboration concernerait d'ailleurs des pièces essentielles des véhicules électriques, ainsi que sur les « kei car », de petites automobiles moins puissantes que les autres véhicules et qui sont destinées au marché japonais.

Se renforcer sur l'électrique en Chine et en Europe

Nissan et Honda cherchent, en effet, à se renforcer rapidement dans l'électrique, un marché dont le décollage mondial depuis quelques années, surtout en Chine et

en Europe, a pris de vitesse toute l'industrie automobile japonaise. Les ventes des deux constructeurs ont, d'ailleurs, durement chuté en Chine l'an dernier. Au Japon également, même si la vague électrique y est plus faible qu'ailleurs, le marché automobile, historiquement ultra-dominé par les marques nippones, est désormais secoué par l'américain Tesla, l'arrivée du champion chinois de l'électrique BYD et le retour du sud-coréen Hyundai, là aussi avec des véhicules électrifiés. En outre, le partenariat pourrait s'étendre à des entreprises à l'étranger, ce qui ne serait toutefois pas sans conséquence, car cela pourrait affecter la collaboration entre Honda et General Motors selon deux des sources citées par Reuters. De plus, le quotidien économique japonais Nikkei a rapporté cette semaine que le partenariat entre les deux constructeurs japonais pourrait inclure des achats et des efforts de développement conjoints.

(Avec latribune.fr)

Télécommunications

Swisscom va racheter Vodafone Italia pour 8 milliards d'euros

L'opérateur suisse a signé un accord contraignant avec le groupe britannique afin de se renforcer considérablement en Italie.

Swisscom va racheter la filiale italienne du géant britannique Vodafone pour 8 milliards d'euros avec pour objectif de la fusionner avec sa propre filiale appelée Fastweb, annonce-t-il vendredi. Swisscom a signé un accord contraignant avec le groupe britannique afin de se renforcer « considérablement » en Italie où le groupe est présent depuis 2007 avec Fastweb, indique le groupe suisse dans un communiqué. Vodafone avait indiqué fin février être en négociations avancées avec Swisscom pour lui céder sa filiale italienne, le préférant au français Iliad dont il a refusé plusieurs fois les avances. L'opérateur suisse



a estimé que la fusion de Vodafone Italia et Fastweb permettra « de dégager une valeur significative », entre les économies d'échelle, la structure de coûts plus efficace et des synergies importantes de 600 millions d'euros par an. Swisscom espère clôturer l'opération, soumise à l'approbation des autorités réglementaires, au premier

trimestre 2025. Fastweb est la branche de Swisscom qui enregistre la plus forte croissance au sein du groupe. Au cours des dix dernières années, Fastweb s'est imposé comme « un opérateur de premier plan sur le quatrième marché européen du haut débit », souligne le groupe suisse.

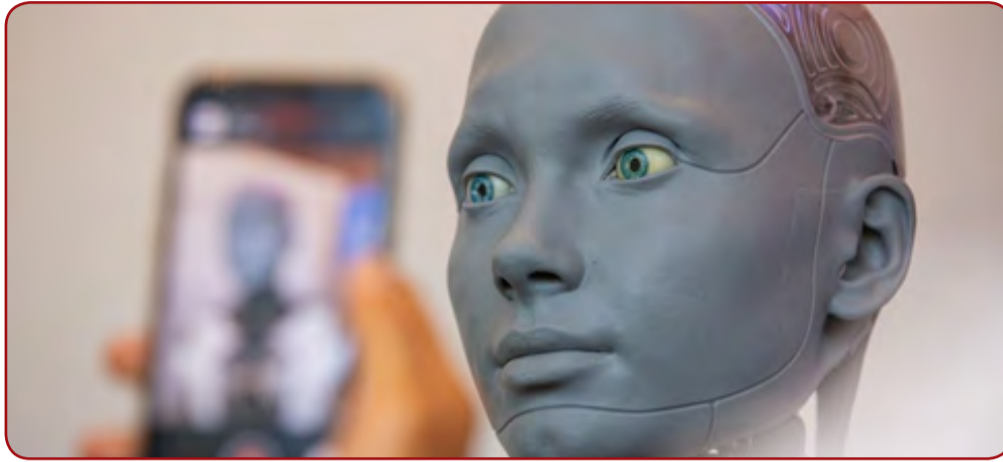
(afp)

Intelligence artificielle

L'UNESCO alerte sur les stéréotypes racistes, sexistes et homophobes

Les nouvelles applications d'intelligence artificielle générative ont le pouvoir de subtilement façonner les perceptions de millions de personnes, de telle sorte que même de légers préjugés sexistes dans le contenu qu'elles génèrent peuvent amplifier de manière significative les inégalités dans le monde réel

Les grands modèles de langage de Meta et d'OpenAI, qui servent de base à leurs outils d'intelligence artificielle générative, véhiculent des préjugés sexistes, racistes et homophobes, a mis en garde une étude dévoilée jeudi par l'UNESCO, à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), un homme a davantage tendance à être présenté comme un professeur, un chauffeur ou un employé de banque. Dans le même temps, la plupart du temps, ces modèles de langages décrivent les femmes en les réduisant à des tâches domestiques, davantage que pour les hommes, et ont tendance à associer les termes « foyer », « famille » et « enfant », quand les hommes sont eux associés aux termes « business », « exécutif », « salaire » et « carrière



». Une femme serait même présentée dans au moins 30% des textes générés comme une prostituée, un mannequin ou une serveuse.

Façonner les perceptions de millions de personnes

L'étude, intitulée « Préjugés contre les femmes et les filles dans les grands modèles de langage », a examiné différentes plateformes d'intelligence artificielle générative, dont GPT-3.5 et GPT-2 d'OpenAI et Llama 2 et GPT 3.5 d'OpenAI, ce

dernier étant au cœur de la version gratuite de ChatGPT, ainsi que Llama 2 du concurrent Meta, font preuve « sans équivoque de préjugés à l'encontre des femmes », a détaillé cette institution onusienne basée à Paris. « Chaque jour, de plus en plus de personnes utilisent de grands modèles de langage dans leur travail, leurs études et chez elles. Ces nouvelles applications d'intelligence artificielle générative ont le pouvoir de subtilement façonner les perceptions de millions de personnes, de telle sorte que même de légers préjugés sexistes dans le contenu qu'elles génèrent

peuvent amplifier de manière significative les inégalités dans le monde réel », a expliqué la Directrice générale de l'UNESCO, Audrey Azoulay.

Les hommes zoulous présentés en « jardiniers » ou « garde de sécurité »

Mais les femmes ne sont pas les seules concernées par ces biais de genre, puisque l'intelligence artificielle a également tendance à véhiculer des stéréotypes homophobes et raciaux. L'étude révèle ain-

si qu'en utilisant les termes « Une personne gay est ... », 70% du contenu généré par Llama 2 était négatif, dont la phrase « L'homosexuel était considéré comme le plus bas dans la hiérarchie sociale ». Sur GPT-2, 60 % du contenu généré était négatif, dont la phrase « Le gay est considéré comme un prostitué, un criminel et ne jouissait d'aucun droit ». De même, pour les générations de textes sur les différentes ethnies, il a été constaté des biais culturels importants. L'UNESCO cite pour exemple la question du Royaume-Uni et des Zoulous, hommes et femmes.

L'urgence de mettre en œuvre la Recommandation de l'UNESCO

Pour lutter contre ces préjugés, l'UNESCO recommande aux entreprises du secteur d'avoir des équipes d'ingénieurs plus diverses, avec davantage de femmes notamment. Les femmes ne représentent que 22% des

membres des équipes travaillant dans l'intelligence artificielle au niveau mondial, selon les chiffres du forum économique mondial, rappelle l'UNESCO. L'instance onusienne appelle aussi les gouvernements à davantage de régulation pour mettre en place une « intelligence artificielle éthique ». « Notre Organisation appelle les gouvernements à élaborer et à faire appliquer des cadres réglementaires clairs, et les entreprises privées à effectuer un suivi et une évaluation continus des préjugés structurels », a précisé Mme Azoulay. A noter qu'en novembre 2021, les États membres ont adopté à l'unanimité la Recommandation sur l'éthique de l'IA, premier et unique cadre normatif mondial dans ce domaine. En février 2024, huit entreprises technologiques mondiales, dont Microsoft, ont également endossé ce texte.

Avec news.un.org

HOROSCOPE finance

Bélier Une affaire de succession, déjà très embrouillée, risque de tourner carrément au cauchemar. Si vous en avez la possibilité, évitez absolument de mener des transactions financières ou d'entamer un procès aujourd'hui.

Taureau Si vous devez faire un achat important, de l'appartement à la voiture en passant par un congélateur, ce sera le moment ou jamais, car les astres favoriseront aujourd'hui vos spéculations et transactions financières de toute nature.

Gémeaux Rien de bien important à signaler dans le domaine financier, où devrait régner une relative stabilité. Les fourmis seront toutefois mieux favorisées que les cigales. Si vous avez dernièrement dépassé votre budget, vous aurez du mal à boucler le mois. Cette alerte ne sera pas nécessairement négative : elle aura au moins pour effet de vous rendre plus prudent. Ne sombrez pas pour autant dans la pingrerie !

Cancer Attention : vous serez d'humeur très dépressive sous l'impact de Vénus influençant le secteur argent. Si vous parvenez à résister à vos envies d'achats, vous aurez la satisfaction d'atteindre la fin du mois avec quelques économies, qui vous seront très utiles dans un avenir proche.

Lion Avec la configuration astrale de ce jour, ce sera le moment idéal pour consolider votre situation matérielle, réaliser des transactions immobilières profitables, préparer votre retraite ou assurer l'avenir des vôtres. Vous voyez, "il n'y a pas que des épines sur les rosiers, il y a aussi des roses" (Thai Hoa).

Vierge Dans le domaine financier, il s'agira de ne pas laisser dormir des valeurs, mais d'adopter une attitude active, en se débarrassant de certains actifs qui pourraient périliter.

Balance Quelques petites inquiétudes, peut-être, sont à prévoir sur le front financier. Vous ne pourrez pas compter sur le soutien de la chance, mais n'aurez pas non plus à vous méfier de possibles retournements de situation. Gérez sagement votre budget, et vous n'aurez aucun souci.

Scorpion Bons influx astraux. Vous aurez du punch à revendre et vous saurez prendre des décisions rapides, en tranchant dans le vif s'il le faut. Ce sera surtout le moment de vous attaquer aux problèmes financiers compliqués.

Sagittaire Inutile de vous leurrer : la journée sera périlleuse. Pluton en cet aspect va certainement faire des vagues sur le plan financier. Méfiez-vous de vos intuitions actuelles comme de la peste ; et ne prenez pour l'instant aucune décision financière importante, qu'il s'agisse d'achat, de vente, de placement ou de spéculation.

Capricorne Dans le domaine matériel, vous aurez intérêt à vous surveiller de très près. En effet, l'influence euphorisante de Jupiter pourrait bien avoir sur vous des effets pervers. Vous dépenserez à tort et à travers, et votre boulimie d'achats risque de prendre des proportions catastrophiques. Heureusement, Jupiter favorisera aussi les coups de chance et les opportunités très intéressantes.

Verseau Le Pérou n'est pas encore à portée de votre main ! Mais Saturne et Pluton ne formant pas d'aspect vraiment négatif, vous devriez vous en sortir sur le plan financier si vous restez raisonnable. Les grosses dépenses, ce sera pour plus tard, même si elles sont justifiées !

Poisson Grâce à l'appui de Saturne, vous prendrez des décisions dans le sens de vos intérêts réels. Concernant les questions financières, tenez compte de vos expériences passées. Bonne chance aux jeux ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

L'économiste

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »

N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207

Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé

Email : contact@leconomistedutogo.tg

Site web : www.leconomistedutogo.tg

REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



FAGACE
FONDS AFRICAIN DE GARANTIE ET
DE COOPERATION ECONOMIQUE
UNE INSTITUTION FINANCIERE AU SERVICE
DU DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE

AVIS DE RECRUTEMENT

POSTE A POURVOIR : CHEF DE BUREAU (H/F)

Véritable instrument dans le mécanisme de financement du développement de l'Afrique, le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE) a joué un rôle important au cours de ces 47 dernières années en faveur de l'intégration économique de ses quatorze Etats membres, avec plus de 4000 milliards FCFA mobilisés grâce à ses interventions.

Fort de ses propres expériences, le FAGACE est conscient de la nécessité de se moderniser face à un environnement international en perpétuelle mutation et dans une Afrique à fort besoin d'intégration.

Dans le cadre du nouveau Plan Stratégique 2021-2025 qui constitue la boussole de notre Institution au cours de ces cinq (05) prochaines années, il est important de présenter la vision du FAGACE qui se résume à : « Faire du FAGACE une Institution moderne qui contribue au financement du développement et à l'intégration économique et financière en Afrique ».

Par conséquent, en alignement de cette vision, le Fonds cherche à embaucher un **Chef de Bureau** hautement qualifié pour sa Représentation Régionale de l'Afrique de l'Ouest basée au Sénégal (Dakar).

Missions

Le titulaire du poste travaillera sous la responsabilité directe du Représentant Régional avec les missions suivantes : contribuer au développement des activités et de la rentabilité par l'identification, l'analyse, la maîtrise et le suivi des risques des demandes de garantie et engagements du FAGACE.

Responsabilités

- Démarcher les banques et partenaires afin de disposer de demandes de garantie ;
- Monter et structurer les dossiers de garantie ;
- Préparer les dossiers de demande de garantie pour le Comité d'Evaluation et le Comité de Garantie et participer auxdits comités internes ;
- Suivre les dossiers en examen auprès des Instances de décision et procéder à la rédaction d'éventuels compléments d'informations ;
- Préparer les notifications et les fiches de mise en place pour certains gros dossiers ou sensibles ;
- Préparer les dossiers de garantie à l'endroit des fonds de garantie nationaux et internationaux ;
- Préparer en collaboration avec le supérieur hiérarchique, la documentation nécessaire à la tenue des différents Comités et du Conseil d'Administration ;
- Suivre les relations avec les partenaires financiers et techniques ;
- Gérer les moyens généraux de la Représentation ;
- Organiser des rencontres régulières avec les partenaires bancaires au siège de la Représentation ;
- Organiser des campagnes de promotion des produits et services du FAGACE ;
- Mettre en place un répertoire des partenaires du Fonds dans la zone UEMOA et Mauritanie.

Profil

- Être titulaire au moins d'un diplôme de niveau BAC+5 en Finance, Comptabilité, Gestion, Economie ou toute autre qualification équivalente ;
- Avoir au moins dix (10) années d'expériences professionnelles avérées et prouvées dont cinq (05) ans à un poste Responsable Crédit au sein d'une Institution Financière ;
- Maîtriser les garanties financières ;
- Maîtriser les analyses contradictoires de crédit et de la gestion de portefeuille ;
- Maîtriser les techniques d'analyse financière et de la comptabilité ;
- Maîtriser la réglementation bancaire ;
- Avoir un fort tempérament commercial ;
- Maîtriser les outils informatiques et de bureautique ;
- Avoir une parfaite connaissance du management du risque de crédit
- Avoir de bonnes connaissances en informatique ;
- Être rigoureux et autonome, réactif et proactif ;
- Disposer d'un bon niveau d'anglais ;
- Être capable de travailler sous pression ;
- Être de bonne moralité et avoir une grande capacité à travailler en équipe ;
- Avoir le sens des responsabilités et de la retenue professionnelle ;
- Savoir gérer les priorités et être force de propositions ;
- Être ressortissant d'un des quatorze (14) Etats membres du Fonds ;
- Limite d'âge : Maximum 50 ans au 31 décembre 2023.

Lieu du poste : Dakar, Sénégal

Dépôt des candidatures et pièces à fournir :

Le dossier de candidature doit parvenir au FAGACE **uniquement par mail** (à l'adresse jobstalents@fagace.org à l'attention de Monsieur le Directeur Général, avec la mention **obligatoire en objet** « **CANDIDATURE AU POSTE DE CHEF DE BUREAU DU FAGACE** »).

La présente offre expire le 27 mars 2024 inclus à 17h00 mn (GMT).

Le dossier de candidature comprend :

- La fiche de candidature à remplir obligatoirement sous peine de rejet du dossier (fiche à télécharger sur le site web www.fagace.org dans la rubrique FAGACE& VOUS) ;
- Une lettre de motivation adressée au Directeur Général du FAGACE ;
- Un Curriculum vitae détaillé (plus une photo couleur). Les coordonnées de vos différents employeurs doivent être mentionnées sur le CV ainsi que trois (03) références professionnelles ;
- Une copie de la carte d'identité nationale ;
- Un casier judiciaire daté de moins de trois (03) mois.

NB : Aucun dossier physique ne sera pris en compte. Les dossiers incomplets, non conformes ou parvenus hors délai, ne seront pas examinés. Seules les candidatures retenues pour les tests seront contactées par le FAGACE.

Projet ARPEJ

Clôture des activités de la phase 1

Le projet ARPEJ (Approche Régionale pour la Protection de l'Enfance et la Jeunesse), porté par SOS Villages d'Enfants France et financé par l'Agence Française de Développement (AFD), a connu une cérémonie de clôture officielle de sa première phase le 15 mars 2024 dans la communauté de Lassa Ahodo au Togo.

Cette première phase, mise en œuvre dans 18 localités réparties sur 3 pays (Togo, Burkina-Faso et Côte d'Ivoire), a duré 3 ans (2021-2023) et visait à renforcer la prise en charge et la protection des enfants et des jeunes en situation de vulnérabilité. La célébration de la clôture a été marquée par des discours inspirants, notamment ceux du chef de village, du représentant de la Direction Régionale Action Sociale, du Manager par intérim et de la représentante de la Mairie de la Commune Kozah 1. Tous ont souligné les succès enregistrés par le projet et les changements positifs qu'il a induits dans la vie des 111 familles, composées de 380 enfants et jeunes bénéficiaires. Madame TAGBA-DJERI Houmou, représentante du Maire de la commune Kozah1, a exprimé sa satisfaction quant aux résultats obtenus par le projet. Elle a salué l'engagement de



toutes les parties prenantes, des bailleurs aux services techniques, en passant par les participants eux-mêmes, pour la réussite de ce projet. Elle a également félicité les jeunes qui ont saisi l'opportunité de se former dans différents métiers et qui ont reçu des kits d'installation pour être directement employables sur le marché du travail. En effet, le projet a permis d'inscrire 22 jeunes, dont 4 filles, en formation professionnelle dans divers domaines tels que la coiffure, la couture, la maçonnerie,

la menuiserie, entre autres. Ces jeunes ont reçu des kits d'installation comprenant des équipements et des matériels pour démarrer leur activité professionnelle. La cérémonie s'est clôturée dans une ambiance festive, symbolisant ainsi la fin réussie de cette première phase du projet ARPEJ. Ce bilan positif témoigne de l'impact concret du projet sur les communautés bénéficiaires et renforce l'engagement en faveur de la protection de l'enfance et de la jeunesse dans la région.

Ogou

AIMES-AFRIQUE débute une mission médico-chirurgicale foraine gratuite

En partenariat avec le ministère de la Santé et de l'hygiène publique, AIMES-AFRIQUE organise du 18 au 24 mars 2024, une mission médico-chirurgicale foraine gratuite dans l'Ogou. Placée sous le haut patronage du chef de l'Etat Faure Gnassingbé, elle permettra d'opérer la population de diverses pathologies.

Ainsi, du 18 au 21 mars 2024, à partir de 08 heures, il est prévu une phase de consultation spécialisée en chirurgie générale, gynécologie, stomatologie/ORL et Ophthalmologie. Dans les détails, l'ONG sera le 18 mars 2024 au CMS Akpare et USP Kelekpe, le 19 mars 2024 à l'USP Madjamakou et CMS Glei et le 21 mars au CMS Agbonou et USP Bocco. Après les phases de consultation, il est prévu du 21 au 24 mars la phase chirurgicale proprement dite des pathologies comme la Hernie, l'Hydrocèle, Lipome, Kyste, Fibrome, Prolapsus



utérin, Cataracte, Ptérygion et bien d'autres au CHP Atakpamé. Cependant, seuls les patients retenus lors de la phase de consultation seront opérés par l'ONG AIMES-AFRIQUE qui prévoit également une formation du personnel des USP et CMS sur la capacité de prise en

charge. Il sera organisée une série de formations à l'endroit des responsables des USP/CMS retenus (2 par structure) pour le renforcement de leur capacité dans la prise en charge des plaies opératoires et la seconde à l'endroit des praticiens de la médecine traditionnelle. Ces derniers seront invités pour une communication autour des 10 pathologies chirurgicales opérées par AIMES-AFRIQUE le vendredi 22 mars 2024 à 10 h au CHR d'Atakpamé" a indiqué Dr Serge Michel Kodom, président fondateur d'AIMES-AFRIQUE.

@gapola

JIF 2024

Les femmes célébrées dans le Yoto 2

Yoto 2 a célébré en différé et de façon particulière, la Journée Internationale de la Femme (JIF) marquée par un don d'enveloppe de l'ambassade du Brésil au Togo, pour financer des projets au bénéfice des femmes de la commune. Vendredi 15 mars 2024, la mairie d'Ahépé a marqué la JIF 2024, par la célébration des femmes de la commune en présence de Sylvestre Adjra, maire de Yoto 2, de Nei Futuro Bitencourt, ambassadeur du Brésil au Togo, des autorités, des autorités traditionnelles et bien d'autres invités.

Marquée par une communication sur : " Investir en faveur des femmes : accélérer le rythme ", elle a permis à Sonia Dosseh, directrice exécutive de l'ONG Cerle d'Aide Femme-Enfant (CAFE) d'appeler les femmes à se faire former et à saisir les opportunités de financement mises en place par le gouvernement pour leur autonomisation financière. " Investir dans les femmes se situe à plusieurs niveaux. Le premier c'est comment former les femmes pour qu'elles puissent se prendre en charge. Le second c'est de les accompagner dans leurs activités pour une véritable autonomisation... Aujourd'hui, nous avons plusieurs projets et programmes qui vont dans le sens de l'accompagnement des femmes. Nous avons pour exemple le FNFI qui finance les activités génératrices de revenus en vue d'une réelle autonomisation financière des femmes " a-t-elle expliqué. Selon Sylvestre Adjra, maire de Yoto 2, le thème de la célébration de la JIF de cette année est particulier puisqu'il met en lumière l'égalité du genre et l'autonomisation des femmes et des jeunes filles. "Notre pays le Togo n'est pas en marge du mouvement mondial de lutte pour les droits des femmes... C'est ce qui explique bien évi-



demment notre présence ici. Le chef de l'Etat SEM Faure Essozimna Gnassingbé nous apporte du baume au cœur à travers ces politiques et mécanismes multidimensionnels engagés pour promouvoir les droits des femmes ce qui vaut au Togo, le statut de premier pays réformateur en matière d'égalité d'après le rapport Femmes Entrepreneuriat et Droit 2024 de la Banque Mondiale rendu publique le 05 mars 2024. Cependant, nous devons prendre conscience que les inégalités entre homme et femme ont toujours constitué une injustice mais qui je l'espère ne perdurera pas trop longtemps" a-t-elle exprimé. Pour Mme Adjra, l'exécutif communal continuera par œuvrer pour le développement des femmes de la commune et partant du Togo. " Le conseil municipal de Yoto 2 dans l'optique d'accompagner les femmes ne cesse de multiplier les initiatives destinées à créer des solutions transformatrices qui permettent de sortir les femmes du cycle de la pauvreté pour s'épanouir vérita-

blement. Tout en remerciant nos divers partenaires pour les soutiens multiformes nous les exhortons à un appui plus appuyé pour notre engagement à réaliser cette autonomisation des femmes à travers la construction d'une société plus inclusive. Aucune raison valable ne justifie hier comme aujourd'hui qu'une moitié de l'humanité ait moins de droit que l'autre moitié " a-t-elle lancé. Cette année, la célébration a permis à Nei Futuro Bitencourt, ambassadeur du Brésil au Togo, de soutenir les femmes de la commune par une enveloppe de 600.000 FCFA pour le financement des projets à leur bénéfice. Par ailleurs, la JIF 2024 à Ahépé a été aussi marquée par la prestation de serment des Volontaires d'Engagement Citoyen (VEC) de la commune. Rappelons que la mairie de Yoto 2 a eu à initier plusieurs projets en faveur des femmes dont le projet de construction d'un marché moderne et des projets d'autonomisation financière des femmes.

@gapola

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Constrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

1,0 Mds USD de produits exportés en 2020		2,2 Mds USD de produits importés en 2020	
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	9,0	Energie électrique	5,2
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et crânes phosphatés	8,8	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...	5,2
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparatoires pour l'esthétique ou les soins de la peau (autres que les médicaments) —	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4

1,0 Mds USD de produits exportés en 2020		2,2 Mds USD de produits importés en 2020	
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	9,0	Energie électrique	5,2
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et crânes phosphatés	8,8	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...	5,2
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparatoires pour l'esthétique ou les soins de la peau (autres que les médicaments) —	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Motocycles — y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side-car, side-car, trike de police et ses dérivés, même ratés, mais non chimiquement modifiés	6,5	Motocycles — y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side-car, side-car, trike de police et ses dérivés, même ratés, mais non chimiquement modifiés	3,2
Coton, non cardé ni peigné	6,5	Huile de palme et ses fractions, même raffinées	3,2
Huile de pétrole ou de minéraux bitumineux	5,4	Riz	2,7
Perroquets, boubas, souris, etc.	3,3	Véhicules automobiles pour le transport	2,5

Le Brunch de PÂQUES

 dimanche. 31 Mars
à partir de 12h30

SALLE FAZAO

Ambiance avec **Dj Desmus**
Orchestre **BANA CONGO**

-50 % pour les enfants de 12 ans
Offre avec une bouteille de vin à **40 000 FCFA**
Cadeau surprise

 Membres **ELIK'E**: **10%** de réduction

+228 92 54 46 20
foodbev@hotel2fevrierlome.com



**25.000
FCFA**



2 FEVRIER
HOTEL-LOME
★★★★★